

"Un regard brisé" dans Le Monde diplomatique (Août 1985)

Légende: En août 1985, le mensuel français Le Monde diplomatique décrit les enjeux du programme Eureka lancé en 1985 à l'initiative de la France pour accroître la productivité et la compétitivité des entreprises européennes et pour combler le retard technologique entre l'Europe et les États-Unis.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. JULIEN, Claude ; Réd. Chef PAUNET, Micheline. Août 1985, n° 377. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"un_regard_brise"_dans_le_monde_diplomatique_aout_1985-fr-8fb395d7-2e7c-4ae5-825b-f8aca01be297.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Un regard brisé

NUL ne peut savoir avec certitude où elle aboutira, mais la machine est désormais lancée. Après une longue période d'incubation, marquée notamment par le sommet de Versailles (1982) qui avait examiné le "défi technologique", il fallut le plan américain de "guerre des étoiles"⁽¹⁾ pour secouer la torpeur européenne. D'abord accueilli avec scepticisme, le projet Eurêka a réuni, le 17 juillet, à Paris, les Assises européennes de la technologie.⁽²⁾

Dans le même esprit de doute, le communiqué publié à l'issue de cette réunion fut, comme il se devait, jugé insuffisant: ceux-là mêmes qui ne croient en rien excellent à manifester les plus vives déceptions... Il est pourtant prévu que les participants se retrouveront en RFA avant le 15 novembre. En outre, dans la foulée du conseil européen qui s'est tenu en juin à Milan, une conférence intergouvernementale examinera le 9 septembre, à Luxembourg, d'une part, l'aménagement des traités européens existants en vue d'améliorer le fonctionnement de la CEE, d'autre part, l'élaboration d'un nouveau traité posant les bases d'une politique européenne commune dans les domaines de la diplomatie et de la défense. Fin août, le président Mitterrand et le chancelier Kohl examineront les moyens de renforcer la coopération militaire entre la France et l'Allemagne.

Car tout se tient: l'Europe est malade à la fois de son retard technologique, de son insuffisante cohésion politique, de sa condition de vassale en matière de défense, de son inaptitude à peser d'un poids spécifique dans l'évolution des affaires mondiales. L'Europe ne surmontera aucun de ces handicaps si elle ne les surmonte tous ensemble. Qu'elle se résigne à un rôle subalterne dans l'un quelconque des domaines d'action où se décide l'avenir des peuples, et elle sera jour après jour, dans les moindres détails de sa vie, manipulée par plus puissant qu'elle. Eurêka ne serait qu'un trompe-l'oeil si le projet n'était assorti d'une union politique, d'une diplomatie et d'une défense communes. Une telle perspective déplaît aussi bien à Moscou qu'à Washington?

Voilà sans doute le signe que l'Europe est sur la bonne voie.

Pendant que, non sans mal, les gouvernements s'efforcent de tenir le cap, des entreprises appartenant à divers pays européens concluent des accords pour prendre en charge, dans les secteurs esquissés par Eurêka, des réalisations dont l'ampleur outrepassé les moyens disponibles dans un cadre strictement national⁽³⁾. Eurêka, écrit alors le Financial Times, semble bien être "the right idea at the right moment"⁽⁴⁾.

QU'IMPORTE! Légitiment déçus par trois décennies de pitoyables affrontements à propos du lait, de la pêche ou des moutons; s'indignant pourtant que l'on pût qualifier de "désuète"⁽⁵⁾ une Communauté européenne fondée sur des secteurs traditionnels ou en déclin; fascinés par les progrès technologiques des Etats-Unis et du Japon, mais inaptes à proposer les objectifs et les moyens d'un redressement de l'Europe; obnubilés par la menace soviétique, mais trop timorés pour, au-delà de la défense des dissidents, imaginer une parade européenne réaliste, des légions de commentateurs politiques, sans grande connaissance de la capacité industrielle comparée des divers pays, des ressources disponibles et de l'état des recherches engagées, s'en tiennent à la médiocre sagesse du boutiquier, qui vit et pense médiocrement au jour le jour: ils croiraient démeriter si, devant une idée novatrice, ils ne faisaient la fine bouche, tant il est vrai que, en matière de prévision, et quoi qu'en dise l'apophtegme, le pire, à leurs yeux, est toujours le plus sûr. Ils ne parviennent pas à embrasser dans la même vision les problèmes nationaux et mondiaux, Est-Ouest et Nord-Sud, industriels et culturels, technologiques et politiques. Le regard désabusé qu'ils portent sur la planète est fragmenté, brisé en mille facettes, que ne lie aucune impulsion. Sans ambition, ils voient dans Eurêka un gadget qu'ils rangent au placard des nobles idées vouées à accoucher d'une souris. Ils critiquent, dénigrent, rechignent. On ne la leur fait pas... A les en croire, tout projet a toujours été trop modeste pour présenter quelque intérêt, ou trop ambitieux pour avoir la moindre chance d'aboutir. Sous ces masques de fiers-à-bras, se cachent d'arrogants résignés. Stériles.

Stériles et nostalgiques. Dans les réactions des divers gouvernements devant Eurêka, ils ont cru voir resurgir le vieux débat des années 50 entre "pragmatiques" (les Anglais, bien sûr) et "institutionnalistes". A peine trente ans de retard... Car l'originalité d'Eurêka est précisément de ne pas créer une nouvelle machinerie

bureaucratique, de faire appel aux industriels en vue de productions pouvant déboucher directement sur le marché. Pour ces produits, il reste encore, certes, à instaurer un véritable marché européen, notamment par l'uniformisation des normes et la coordination des commandes publiques. Il convient aussi de donner un cadre légal aux accords de coopération conclus entre entreprises le principe en fut adopté à Milan, le conseil des ministres de la CEE l'approuva aussitôt; les Etats membres disposent maintenant d'un délai de quatre ans pour adapter leur législation nationale à la nouvelle définition de ces groupements européens d'intérêt économique⁽⁶⁾.

Les différents programmes retenus par Eurêka seront financés par les Etats et par le secteur privé, c'est-à-dire par des contributions des entreprises et par des fonds collectés auprès des banques et sur les marchés financiers. Le gouvernement français, pour sa part, a annoncé, pour la première année, un financement de 1 milliard de francs, qui pourrait être porté à 7 ou 8 milliards pour les cinq années suivantes. L'objectif serait d'atteindre, avec tous les participants - Etats et entreprises, - environ 55 milliards de francs en cinq ans. En comparaison, les engagements américains pour la "guerre des étoiles" atteindraient 26 milliards de dollars en cinq ans, dont un tiers seulement (environ 70 milliards de francs) pourrait aller aux sous-traitants européens⁽⁷⁾. Les ambitions d'Eurêka n'apparaissent ni dérisoires ni excessives. En Europe, gouvernements et entreprises peuvent ainsi accepter ou refuser de se donner une chance d'être présents, en bonne place, dans une étape décisive de la course au progrès, à la modernité, à la souveraineté.

Mais progrès, modernité et souveraineté sont des termes tellement chargés d'interprétations floues et contradictoires qu'ils restent, littéralement, dépourvus de sens concret.

Le progrès? Il faudrait être fou pour le refuser. Et pourtant quelques millions de chômeurs préféreraient trouver des emplois dans une industrie traditionnelle plutôt que de voir proliférer autour d'eux des technologies de pointe qui ne leur offriraient aucune activité rémunérée.

La modernité? Si avancées soient-elles, jamais la robotique et la mise au point de nouveaux matériaux ne suffiront à rendre vraiment moderne une société dont la culture et les comportements sociaux resteraient figés sur des modèles périmés.

La souveraineté? Mais à quoi bon se donner les instruments de la puissance industrielle si ce n'est pour les mettre au service d'une politique européenne de défense autonome et d'une stratégie mondiale visant à combler le fossé qui sépare les nantis des démunis? C'est un banquier américain qui, reprenant à son compte un thème des "tiers-mondistes" tant décriés, ose dire: "Le déséquilibre Nord-Sud, avec son cortège de violences, est devenu le foyer de la tension Est-Ouest. ⁽⁸⁾"

La peur inspirée par l'Union soviétique pendant la "guerre froide" fut l'un des plus efficaces moteurs d'une construction européenne qui, malgré ses effets bénéfiques, a laissé périliter son industrie textile, sa sidérurgie, son industrie automobile, etc. La rivalité avec le Japon et les Etats-Unis peut aujourd'hui susciter un effort de type Eurêka, sans davantage garantir que l'Europe, dans vingt ans, se trouvera au niveau des grandes puissances. Car les super-calculateurs, l'intelligence artificielle, les lasers ou les semences artificielles ne peuvent, par eux-mêmes, être les clefs de l'avenir. Si impressionnantes que soient leurs performances, il s'agit là, simplement, d'outils. Sans plus. Leur maîtrise est indispensable à l'Europe. Encore celle-ci doit-elle décider quel usage elle compte en faire. Le développement économique n'est jamais linéaire, et le progrès technologique n'induit jamais un unique modèle de société, comme si celui-ci était génétiquement programmé dans l'outil. Chaque étape du progrès ouvre un choix de société.

Tel qu'il est conduit depuis des mois, le débat sur la modernité est biaisé. Il évacue l'essentiel. La nouvelle révolution technologique ne saurait être un objectif: elle ne peut constituer qu'un moyen. Au service de quelle société, de quel mode de vie, de quelle culture, de quelle conception de l'homme?

Affairistes, politiciens à courte vue et commentateurs sceptiques se rejoignent ici, en dépit de leurs divergences, pour proclamer une fois de plus les vertus de leur prétendu réalisme et, avec une feinte modestie, affirmer qu'ils ne font pas, eux, de métaphysique. Ils n'ont qu'une formule à la bouche: les faits commandent. Mais, de même que les symptômes enregistrés par le médecin ne dictent pas automatiquement

le diagnostic, car encore faut-il les interpréter correctement, de même une collection de faits, si précis soient-ils, n'assurent pas une bonne connaissance de la réalité. L'homme intervient pour apprécier les faits, les situer les uns par rapport aux autres, donner un sens au tableau sur lequel il les rassemble. Si son objectif est la croissance économique, simple mesure de la production, il utilisera les nouvelles technologies pour reproduire l'ordre ancien en accentuant ses distorsions. Si son objectif est le développement de la société, il s'attaquera à une tâche beaucoup plus complexe, cherchant dans les nouvelles technologies des moyens plus efficaces pour mieux organiser et maîtriser son univers.

Aucun ingénieur spécialisé dans l'une des technologies de pointe ne tranchera le débat. Car celui-ci est politique: il commande la forme même de la société. Pour mieux dire, il est culturel: il engage les raisons de vivre. Au moment où les Russes mettaient en orbite le premier satellite artificiel, qui donc, à l'Ouest, tout en saluant la prouesse, souhaitait vivre à la soviétique? Au moment où les Etats-Unis édifient le plus puissant arsenal jamais vu et entreprennent la construction de leur "bouclier spatial", qui donc, en Europe, pour se conformer au modèle américain, accepterait de sang-froid que le Vieux Continent compte quarante millions de pauvres, des ghettos délabrés⁽⁹⁾, deux fois plus de détenus dans les prisons et l'absence presque totale de sécurité sociale? Pour indispensable qu'elle soit, la "modernité" n'apporte aucune réponse à ces questions, car elle peut prendre maints visages différents. Les nouvelles technologies restent de l'ordre des moyens.

L'avance des Etats-Unis et du Japon a un effet salutaire: l'Europe semble enfin comprendre qu'elle ne peut pas laisser s'aggraver son retard. Mais jamais elle ne parviendra à mobiliser les énergies et les ressources nécessaires si son seul souci est de tenir pied à ses concurrents, de les imiter dans la conquête des technologies de pointe. L'Europe perdrait tout si elle entrait dans la nouvelle révolution industrielle sans la volonté de poursuivre un objectif vital: utiliser son supplément de puissance pour organiser un environnement mondial qui, sans prétendre évacuer toutes les tensions, serait au moins plus harmonieux. Plus sain: dans ses relations avec l'Est, où elle a intérêt à favoriser une détente; dans ses rapports avec les Etats-Unis, où elle n'a aucune raison d'adhérer au credo un peu trop simpliste du reaganisme; dans sa coopération avec le tiers-monde, où gît, pour le "premier monde", le plus pressant danger.

Il ne suffit pas de constater que les technologies de la "guerre des étoiles" et d'Eurêka peuvent avoir des applications aussi bien civiles que militaires. Par leur double usage, pacifique et guerrier, elles offrent à l'Europe une possibilité d'infléchir le cours périlleux où le monde se laisse aveuglément entraîner.

Claude Julien

(1) Voir *le Monde diplomatique*, mai 1985.

(2) Y participaient, à l'invitation de la France, les ministres des affaires étrangères et de la recherche des douze pays membres de la CEE et de cinq autres pays (Autriche, Finlande, Norvège, Suède, Suisse), plus les représentants de la Commission de Bruxelles.

(3) Notamment, des accords entre Matra (France) et Norsk Hydro (Norvège) pour des ordinateurs de grande puissance, et avec SGS (Italie) pour les circuits intégrés entre Bull (France) et Siemens (RFA) pour un super-calculateur; entre Messerschmitt (RFA) et Aérospatiale (France) pour la construction aéronautique; entre Philips (Pays-Bas), General Electric (Grande-Bretagne), Siemens (RFA) et Thomson (France) pour les microprocesseurs et les communications. D'autres entreprises étudient leur coopération pour la production de robots ou de nouveaux matériaux.

(4) *Financial Times*, 16 juillet 1985.

(5) Voir *le Monde diplomatique*, juin 1984.

(6) *Financial Times*, 23 juillet 1985.

(7) *International Herald Tribune*, 17 juillet 1985.

(8) Richard W. Lombardi, *Debt Trap*, Preager, New-York, 1985.

(9) Voir Florence Beaugé, "La face cachée de l'Amérique", *le Monde diplomatique*, juillet 1985.